

Le monde pétrolier en colloque à Québec

PIERRE ASSELIN

Le Soleil

■ QUÉBEC — Les représentants du monde pétrolier se réunissent à Québec, à compter d'aujourd'hui, pour ausculter une industrie qui se dirige à grands pas vers la déréglementation et la privatisation.

C'est la dixième fois, en 23 ans, que le professeur au département d'économie de l'université Laval, Antoine Ayoub, réunit à Québec quelques centaines de spécialistes et d'industriels de ce domaine, dans le cadre de ses colloques internationaux, qui ont lieu à tous les deux ans.

« Ça n'a pas l'impact des olympiques de 2002, mais dans une région qui ne produit ni gaz ni pétrole, nous avons réussi à faire de Québec une ville-rencontre pour les sommités du monde pétrolier, se réjouit M. Ayoub. Nous avons converti un désavantage en avantage, puisque les producteurs, les gouvernements et les consommateurs se rencontrent ici en terrain neutre. »

Ces colloques sont l'occasion de marquer le pas pour suivre l'évolution d'une industrie qui ne cesse jamais de

se transformer.

LE VENT A TOURNÉ

Le premier choc pétrolier, en 1973, avait ouvert la porte aux grandes nationalisations, dans les pays membres de l'OPEP comme en Amérique du Sud, en Europe et jusque chez nous, avec la création des Pétro-Canada et SOQUIP, évoque l'universitaire. Aujourd'hui, l'industrie s'engage dans le chemin inverse, et ce changement de cap entraîne ce secteur hautement réglementé vers un environnement de marché.

« Le vent a tourné. Il y a un marché boursier pour le pétrole, ce qui n'existait pas avant, exception faite du marché « spot ». Ce n'est plus le marché OPEP que nous connaissions dans les années 1970. C'est devenu un marché

à l'échelle du monde.»

Jusqu'ici, les pays de l'OPEP essaient de contourner le problème en faisant des « politiques à la pièce », observe le professeur.

« Ils n'ont pas privatisé, mais ils ont libéralisé. Tous ces pays sont lourdement endettés aujourd'hui. L'époque des pétrodollars est révolue, ils ont besoin d'argent et ils vont devoir vendre les bijoux de la couronne. »

L'ÉLECTRICITÉ ET LE GAZ

Même si le colloque porte plus spécifiquement sur l'industrie pétrolière, Antoine Ayoub signale que le même phénomène s'applique à tout le secteur énergétique, qu'il s'agisse d'électricité ou de gaz naturel.

Les présidents d'Électricité de France et de Gaz de France participent d'ailleurs à ce 10^e colloque. Ces deux monopoles français sont, de plus, l'objet de pressions de la part de leurs partenaires européens, qui demandent une libéralisation du marché.

La question est devenue préoccupante pour les Français, souligne M. Ayoub, qui relate que les employés

d'Électricité de France sont, tout récemment, descendus dans la rue pour manifester leur opposition à ces pressions européennes. La même chose s'est produite dans le domaine pétrolier, au Brésil, où les employés de Petrobras ont déclenché une grève pour s'opposer à la volonté du gouvernement de démonopoliser ce marché.

Un cadre de Petrobras viendra d'ailleurs indiquer quelles sont les options qui s'offrent à la société brésilienne. Un spécialiste de l'Argentine viendra également faire le bilan de l'expérience vécue dans ce pays, qui a déjà privatisé les secteurs du pétrole, de l'électricité, et qui s'apprête à faire de même avec les télécommunications.

« On est en effervescence, même si chez nous, au Québec, on n'a même pas commencé à parler de privatiser Hydro-Québec. » Il avoue, par ailleurs, qu'il ne serait pas surpris le moins du monde de voir, un jour, les États-Unis accentuer les pressions sur le monopole d'Hydro-Québec, à la faveur du libre-échange.

Le colloque, qui débute ce matin, se poursuit jusqu'à demain, au Château Frontenac.
